

Chers sœurs et chers frères de l'UFD,

Sur convocation du secrétaire administratif du CP, Dr. Abdoulaye Korse Baldé, le CP s'est réuni le 8 août au domicile du président du parti.

A la suite de cette rencontre, le président du parti s'est fondu d'un message tout à fait aberrant. Il y affirme par exemple :

1) « En ma qualité de Président du Conseil Permanent, Président de l'UFD (article 27 des statuts), je vous invite en tant que membre statutaire des instances nationales à vous prononcer par écrit et dans les meilleurs délais (avant le 14 Août 2015) sur la tenue d'un Congrès extraordinaire... »

2) « Le CP réitère sa confiance à la commission mise sur pied par sa réunion du 12 juillet élargie au BEN (pour, d'une part, mettre les statuts en harmonie avec les décisions du 4ème congrès et d'autre part, faire des propositions en vue de clarifier les rapports entre le CP et le BE) et lui adjoint la charge d'élaborer le projet de Règlement Intérieur (RI) ... »

3) « En attendant, toutes les activités de l'UFD sont suspendues et il est demandé à tous les responsables du Parti, à tous les niveaux d'observer cette mesure conservatoire jusqu'à nouvel ordre. »

Ce message appelle tellement d'observations qu'on ne peut pas les traiter toutes dans le cadre de cette mise au point. Cependant, sur certains points, vu la situation créée par les initiatives intempestives et anti-statutaires du président du parti, il est indispensable et je dirai même vital pour la survie du parti de faire d'ores et déjà, en ma qualité de 2^{ème} vice-président du CP, certaines mises au points.

D'abord, lors de sa réunion du 8 août, le CP a pris une seule décision, celle de lancer des consultations à propos de l'opportunité de convoquer un Congrès extraordinaire de l'UFD. Lorsque le président affirme qu'au cours de notre réunion, nous avons réitéré notre confiance à la commission installée le 12 et avons élargi sa mission, cela n'est pas exact.

Ensuite, le président du CP se fonde sur l'article 27 des statuts pour prendre des décisions combinatoires et au surplus parfaitement anti-statutaires.

Je renvoie le président du parti à l'article 27, alinéa 4 qu'il invoque : **« Il veille à la conformité de la mise en œuvre des décisions prises par les instances du parti, au respect des dispositions statutaires et du Règlement Intérieur à tous les niveaux et prend en commun accord avec le Secrétariat Général les mesures correctives appropriées »**

La lecture de cet alinéa montre de manière éclatante que, si le président veut prendre des mesures correctives, il est statutairement obligé de le faire « ***en commun accord avec le SG*** »

En tout état de cause, l'article 27 ne reconnaît et ne donne au président du parti aucune attribution particulière. Toutes les attributions qui y sont prévues sont dévolues au CP lui-même et non au président tout seul.

Donc, en d'autres termes, toutes les initiatives prises de façon solitaire par le seul président du parti sont parfaitement anti-statutaires.

Au surplus, l'article 80 des statuts stipule : « ***En cas de conflit ou de divergences majeures au sein du Parti, le règlement à l'amiable est à privilégier. A défaut de trouver le consensus, l'application des dispositions du Règlement Intérieur en conformité aux statuts sera le recours en deuxième instance. La convocation par le CP d'une Session Extraordinaire du Conseil National conformément aux dispositions statutaires en la matière, décidera en dernier ressort*** »

Les procédures utilisées jusqu'à maintenant par le président du parti pour régler le « conflit » qu'il est le seul à avoir créé et alimenté, sont contraires à l'article 80 au respect desquelles j'appelle amicalement et fraternellement le président du parti pendant qu'il est encore temps.

Enfin, relativement à la décision du président : « ***En attendant, toutes les activités de l'UFD sont suspendues et il est demandé à tous les responsables du Parti, à tous les niveaux d'observer cette mesure conservatoire jusqu'à nouvel ordre.*** », en tant que 2^{ème} vice-président du CP, je déclare de façon solennelle que cette décision, sans précédent dans l'histoire politique de notre pays, relève de la seule volonté du président de gérer de façon patrimoniale l'UFD.

Lorsqu'il prend une décision, il ne nous reste plus qu'à dire « oui chef » comme si nous étions dans une garnison. Je rappelle au président du Parti, au cas où il l'aurait oublié, que l'UFD n'est pas une garnison, avec à sa tête un commandant, en l'occurrence, le président, mais plutôt un parti politique qui cherche avec tous les autres partis patriotes à remettre notre pays sur les rails.

En attendant que le président nous précise sur quel article des statuts de l'UFD il s'est fondé pour prendre ses décisions, celle de suspendre toutes les activités du parti est, au mieux, une plaisanterie de mauvais goût ; elle est nulle et non avenue et ne contraint aucun membre de l'UFD à s'y plier.

Si on considère les actes concrets posés par le président depuis le 4^{ème} congrès, il se considère comme le responsable suprême de l'UFD, investi du pouvoir de réfléchir, de comprendre et de décider de tout, tout seul, concernant la vie du parti, en violant

de façon délibérée les statuts et en s'évertuant à saboter de façon systématique les efforts déployés par d'autres responsables nationaux dans l'intérêt supérieur bien compris de notre parti.

Il faut donc inviter tous les membres de l'UFD de bonne foi, à tous les niveaux, à redoubler d'efforts et de vigilance, pour déjouer toutes les manœuvres de sabotage entreprises depuis quelques temps par le président de l'UFD et le rappeler à l'ordre avant qu'il ne soit trop tard. Car, de toute évidence, le président veut recourir aux mêmes méthodes et manipulations que celles qu'il a utilisées lors de la réunion du CP du 8 Aout pour amener 4 personnes à soi-disant prendre la décision de convoquer un congrès extraordinaire afin de revenir sur tous les résultats du 4^{ème} congrès.

J'attire de façon spéciale, dans l'intérêt du parti, l'attention de tous les membres de l'UFD sur cette manœuvre diabolique.

Me Bassirou Barry, 2ème Vice-président de l'UFD